La mobilisation francophone contre la marchandisation de l’éducation : Point d’étape 1

Cher.e.s militant.e.s de la Ficeméa,

Notre mobilisation contre la marchandisation de l’éducation a officiellement démarré en 2014 à travers la tenue sur cette problématique, de nos forums régionaux (Bénin, Madagascar, Italie) et du Séminaire international à Namur (Belgique). Ces moments de réflexion et de partage nous ont permis de produire des actes et un manifeste sur la marchandisation de l’éducation. Le travail s’est poursuivi en 2015 en Côte d’Ivoire et à Maurice. Nous devons nous impliquer davantage pour renforcer nos empreintes dans cette action qui va désormais au-delà de la Ficeméa et s’étend à l’échelle de la Francophonie. En effet, face au phénomène grandissant de la marchandisation de l’éducation, un groupe d’ONG, syndicats et chercheur.e.s s’est mobilisé au sein d’un réseau et a initié une campagne internationale de plaidoyer dans la perspective du Sommet des chefs d’Etat et de gouvernement de la Francophonie en Novembre 2016 à Madagascar. Quelques dates sont à ce niveau, importantes à rappeler et à retenir :

15 Mars 2016 : Rencontre à Paris au siège de l’OIF d’acteurs du secteur éducatif

Cet événement a marqué le point de départ officiel de la mobilisation francophone contre la marchandisation de l’éducation. Après la conférence du 15 Mars 2016, il s’est agi essentiellement :

- De la rédaction et de la diffusion du rapport de conférence;
- Du partage du projet de Déclaration au sein de réseaux d’organisations ;

- De suggestions et de modifications de l’Appel.

06 Juin 2016 : Lancement de l’appel à signatures de la Déclaration francophone contre la marchandisation de l’éducation

Depuis le 06 Juin 2016, les organisations nationales de la société civile ont la possibilité de signer l’Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l’éducation et des systèmes éducatifs dans le monde. Il est également suggéré aux organisations signataires d’envoyer leur logo à l’adresse : **nevendezpasleducation@gmail.com** et d’utiliser sur les médias sociaux le hashtag **#Nevendezpasleducation** afin de communiquer davantage sur cette initiative.

Signature de la Déclaration : Ou en sommes-nous ?

Au moment de la rédaction de cette note, 235 organisations nationales de la société civile ont déjà signé la Déclaration. Nous comptons : **136** organisations en **Afrique** dont **31** en **Afrique du Nord** ; **65** en **Europe** et **22** dans les autres régions (**Canada, Haïti, Vanuatu, Madagascar, île Maurice, et Liban**).

Quel est le bilan de la signature dans les pays couverts par la Ficeméa ?

Nous constatons avec fierté que le processus de signature est actif dans la majorité des pays couverts par la Ficeméa. C’est aussi un signe que nous ne serons pas seuls dans cette lutte au niveau local.

Régions	**Pays couverts par la Ficeméa**	**Nombre d’organisations signataires**
Amérique du Sud et Caraïbes	Haïti	12
	Pérou	–
	Uruguay	–

Afrique	Algérie	3
	Bénin	5
	Burkina-Faso	5
	Cameroun	6
	Congo (République Démocratique)	40
	Côte d’Ivoire	9
	Gabon	2
	Mali	6
	Niger	5
	Sénégal	9
	Togo	3
	Tunisie	14
Europe	Allemagne	2
	Autriche	–
	Belgique	29
	Espagne	1
	France	26
	Grèce	–
	Hongrie	–
	Italie	1
	Pologne	–
	Portugal	–
	Roumanie	2
	Russie	–
	Suisse	3
Océan Indien	Madagascar	4
	Maurice	1
	Seychelles	–

Proche Orient	Liban	1
	Palestine	–

Au regard de ces chiffres, **nous pouvons déjà être fiers de notre mobilisation**. Mais le chemin est encore long… redoublons d'efforts et diffusons largement l'appel au sein de nos réseaux. Il restera ouvert jusqu'au Sommet de la Francophonie afin de recueillir le maximum de signatures et de permettre à d'autres acteurs à travers l'espace francophone de rejoindre le mouvement. Après l'étape de la signature, d'autres rendez-vous importants de la campagne de mobilisation sont d'ores et déjà pris.

La mobilisation à l'horizon de Septembre 2016…

Parallèlement à la signature en cours, d'autres actions et activités sont prévues entre le mois de Juillet et le mois de Septembre 2016. Il s'agit principalement :

1. De porter le plaidoyer contre la marchandisation de l'éducation au Forum Social Mondial qui se tiendra du 09 au 14 Août 2016 à Montréal (Canada);
2. De rencontrer, **en amont, les représentants des Etats** auprès de l'OIF et cibler plus particulièrement les 6 États ayant signés la convention : "Entente de coopération pour le renforcement du rôle de l'État comme régulateur des services éducatifs le 10 juillet 2014"
3. **De Lancer la déclaration en septembre** : Dans le cadre de ce lancement, sont planifiés :

   - Une réunion avec les représentants des États à l'OIF ;
   - Une remise officielle de l'Appel à Mme Michaelle Jean, Secrétaire Générale de l'OIF avec la presse.

   - **Un accompagnement afin d'impulser une dynamique de la société civile au niveau national**. La force de notre réseau est de pouvoir, à la fois, porter les revendications et les réalités de terrain des membres dans les organisations internationales mais ce travail

n’a de sens que par une mobilisation au niveau national. Cette articulation entre les niveaux est une force insoupçonnée et nous devons nous en saisir pour transformer le monde. Ce soutien prendra principalement la forme d’une feuille de route « plaidoyer ». Une mallette pédagogique sera mise à la disposition de tous les acteurs intervenant dans la campagne. Vous trouverez dans ce lien des outils pour le plaidoyer : *informations précises sur le réseau francophone, un communiqué de presse, une lettre pour les ministères*…

A l’initiative des Ceméa Belges, nous vous proposons de commencer cette mobilisation par nous envoyer des photos de situations, expériences qui traduisent concrètement la marchandisation de l’éducation

- Un temps d’arrêt sur la question de **l’accompagnement au niveau national…**

En tant que membres de la Ficeméa, nous avons engagé des actions depuis 2014 sur la marchandisation de l’éducation, soyons actifs, présents et visibles dans le cadre de cette mobilisation francophone. La réussite de ce projet dépend de chacun.e, de **TOUS** dans la mesure où la campagne ne se limitera pas à l’échelle internationale, elle se déploiera aussi dans les sphères nationales pour un meilleur impact.

Pour une action en synergie….De l’International au local

Le réseau est prêt à accompagner localement chaque association. Nous envisageons dans la mesure du possible de :

- mettre en contact les associations signataires par pays ;
- soutenir les associations dans l’organisation d’un évènement dans leurs pays. il s’agira entre autres d’interpeller les gouvernements, d’organiser une réunion avec des acteurs de la société civile, d’organiser une conférence de presse etc.

Et Après Septembre 2016?

Après les rendez-vous de Septembre et avant le sommet de la Francophonie, un autre point d’étape sera réalisé pour une meilleure visibilité du processus de mobilisation et de son évolution. Nous devons évoluer **ENSEMBLE** !!!